

Reportage Canada

Ottawa
Canada

Volume 2, N° 7
le 2 avril 1986



Exposition internationale de 1986 Vancouver (Colombie-Britannique) du 2 mai au 13 octobre

Rôle du Canada au Sommet de la francophonie	1
Visite officielle consécutive au Sommet	3
À la conquête du marché américain .	4
Réseau de transmission de données au Royaume-Uni	5
Équipement forestier au salon FIME 86	5
Station pour satellites	5
Fauteuil tout terrain	5
Nos compagnies passent de la consommation à la conservation ...	6
Le Musée des beaux-arts de Montréal : la petite histoire d'un grand musée .	7
Affaires express	8
Fruit de dix ans de recherche	8

Rôle du Canada au Sommet de la francophonie

Paris a accueilli, du 17 au 19 février, les chefs d'État ou de gouvernement de 41 pays ayant en commun l'usage de la langue française. Deux provinces canadiennes ont joui d'un statut de gouvernement participant à ce premier Sommet dans l'histoire de la francophonie : le Québec et le Nouveau Brunswick. L'Ontario et le Manitoba étaient aussi représentés au sein de la délégation canadienne. L'événement couronnait un quart de siècle d'initiatives, d'essais infructueux tentés de parts et d'autres de l'Atlantique, en Europe et en Afrique.

Le premier Sommet de la francophonie avait pour double objectif de créer un espace nouveau pour un dialogue Nord-Sud entre pays unis par une même langue et de préparer la langue française aux défis technologiques d'un proche avenir.

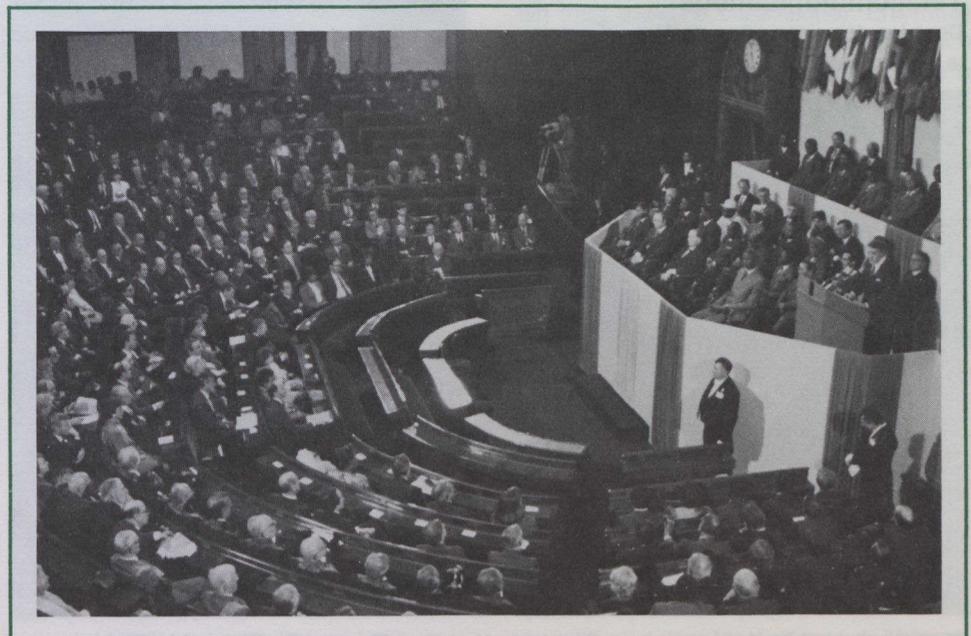
Avant même que ne débute le Sommet, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a pu rencontrer de nombreux chefs d'État francophones, notamment le président Abdou Diouf du Sénégal, également président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, et le président Félix Houphouët-

Boigny de la Côte d'Ivoire, doyen des chefs d'État de l'Afrique noire. Il a également eu l'occasion d'annoncer l'extension aux pays francophones, pour une somme de 10 millions de dollars, de notre apport majeur à la campagne mondiale d'immunisation.

Lors de l'ouverture de ce Sommet, le premier ministre du Canada est intervenu au nom de l'Amérique francophone, tout comme cinq autres orateurs représentant les autres régions du globe.

Voyant le Sommet comme « un facteur de régénération du système multilatéral international », il a invité les leaders politiques à ne pas hésiter à mettre la barre haute. Les objectifs de la francophonie doivent toucher les aspects politique, économique, social, technique et culturel. De plus, elle devra constituer un forum d'échanges Nord-Sud, selon M. Mulroney.

Le premier ministre du Canada a souligné en outre à quel point la « francophonie est un impératif de notre vie nationale » qui deviendra un champ d'épanouissement pour les francophones du Québec et des autres provinces. Les francophones du Canada sa-



Le premier ministre Brian Mulroney prononce son discours lors de l'ouverture du Sommet.

Direction des services d'information à l'étranger



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

vent que la vitalité du fait français requiert mobilisation et vigilance, a-t-il déclaré, offrant par la suite de mettre au service de la francophonie internationale les outils développés au Canada pour assurer la survie du français : les acquis canadiens en matière de communication et de télématique, de banques de données linguistiques, de traduction automatique, de conception de logiciels en langue française.

D'autre part, lors de la première séance de travail, tenue au Centre de conférence Kléber, la ministre canadienne des Relations extérieures, M^{me} Monique Vézina, a résumé les débats en disant que « si un fil conducteur existe, c'est le désir de donner naissance à un club international de solidarité ».

Déclaration contre l'apartheid

Cette solidarité n'a pas été longue à se manifester d'ailleurs puisqu'un texte de déclaration préparé par le Canada et le Sénégal a été adopté à l'unanimité. Reprenant pour l'essentiel une proposition déjà entérinée par le Commonwealth, on a dénoncé cet « affront à la dignité humaine » qu'est l'apartheid et promis une résistance incessante et implacable. En adoptant cette Déclaration, la francophonie ajoutait sa voix à la cause de la liberté, de la démocratie et de la défense des droits de la personne dans cette région.

Situation économique mondiale

Le thème de la solidarité économique mondiale fut introduit par le premier ministre Mulroney et donna lieu à l'adoption d'une résolution portant plus spécifiquement sur la conjoncture financière de l'Afrique et la situation alimentaire précaire qui y prévaut.

Télécommunications

Dans les domaines dits « porteurs d'avenir », le financement et la réalisation d'une étude



Le président de la République française, François Mitterrand accueille le premier ministre Brian Mulroney lors de l'ouverture du Sommet.

de faisabilité pour la diffusion par satellite ont été approuvés dans le cadre du projet TV-5. Cette chaîne transmet des émissions produites par cinq chaînes de télévision francophone d'Europe et un consortium de télédiffuseurs canadiens. Dans un premier temps, la diffusion serait effectuée sur la partie est de l'Amérique du Nord et sur les Antilles. On évoque la possibilité de diffuser à moyen terme vers l'hémisphère sud.

L'idée poursuivie est de créer un espace audio-visuel francophone. Aussi, parle-t-on de mettre sur pied un réseau de communication par satellite pour la francophonie. On soumet par ailleurs un projet dit de télé-médecine et de télé-éducation à l'intention de pays en développement. On affirme de plus le besoin de procéder à des échanges d'émissions de télévision qui permettent aux pays du Sud de contribuer à la création de cet espace audio-visuel.

Informatique

Les participants au Sommet devaient aussi discuter d'informatique, une question qui est vitale pour tous.

Le Québec a, dans le cadre de ce débat, insisté sur la nécessité d'adopter une terminologie commune en informatique entre pays francophones, mais surtout de lever l'obstacle principal à la création d'un véritable réseau télématique international, soit celui de l'interconnexion des réseaux.

Le Canada a pour sa part présenté un rapport synthèse sur les banques de données dont l'objectif principal est de rendre ces banques accessibles à tous. Pour cela, on a proposé de commencer par dresser un inventaire des banques existantes puis de voir à assurer aux pays qui en ont besoin le matériel nécessaire et la formation relative à l'utilisation de ces banques.

Transferts de technologie

Discutant de la question des transferts technologiques, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a lancé le projet de créer un institut de l'énergie des pays francophones et une association francophone de l'énergie. Alors que l'association réunirait des groupes, sociétés et individus désireux d'échanger idées et informations, l'institut verrait à assurer une formation technique, à diffuser des travaux et à parrainer des études.

Le gouvernement du Canada s'est, pour sa part, engagé à mettre en place un programme de formation et d'assistance technique dans le domaine de l'énergie et à y consacrer 10 millions de dollars sur cinq ans. Il en a profité pour annoncer la création d'un programme de bourses de la francophonie qui permettra d'accorder 350 bourses d'études additionnelles pour les



Dans l'ordre habituel, le premier ministre du Nouveau Brunswick, Richard Hatfield, le premier ministre du Canada, Brian Mulroney et le premier ministre du Québec, Robert Bourassa.

pays en développement. La mise de fonds sera de 7,7 millions de dollars. Ces bourses s'ajouteront aux quelque 2 000 bourses d'études que le Canada accorde annuellement aux pays du Tiers monde.

Culture

Parmi les projets culturels adoptés, on retrouve des programmes d'aide à la création, un prix international de la francophonie (industries de la langue), la publication de collections de livres en français de la communauté francophone afin de créer un vaste marché francophone du livre qui favoriserait les échanges dans toutes les directions, et des projets communs.

En outre, la ministre des Affaires culturelles du Québec, M^{me} Lise Bacon, s'est dite prête à participer à des projets tels la mise sur pied d'une banque d'échanges de programmes de télévision ou l'élaboration d'un plan concerté de production et de diffusion de vidéo-clips en français.

Associée au projet TV-5 qu'elle a lancé, la France a complété cette panoplie de projets en annonçant son intention de créer une agence d'information télévisée servant

à alimenter en images les bulletins de nouvelles. Actuellement, les pays francophones dépendent à plus de 90 % de services anglophones. Le Canada a donné son accord à la condition que ce soit un projet multilatéral auquel tous les pays intéressés puissent être associés.

Selon le premier ministre Bourassa, qui a conclu les travaux du Sommet à titre de rapporteur général, « tous ces projets sont la preuve que ce Sommet aura été l'indispensable préface d'une véritable francophonie ».

Second Sommet à Québec

À l'initiative du gouvernement canadien, le deuxième sommet des pays ayant en commun l'usage du français se tiendra dans la ville de Québec d'ici 1988. Cet événement sera organisé et présidé par le gouvernement fédéral, en étroite collaboration avec le gouvernement du Québec.

Les modalités de ce deuxième sommet seront pour l'essentiel les mêmes que pour celui qui vient de se terminer, soit un sommet à deux volets : un volet économique et politique; un volet dit de coopération culturelle et technique, qui sera prépondérant.

Objectif atteints

Le premier ministre du Canada s'est déclaré très satisfait de cette première expérience car ses objectifs ont été atteints, tant pour l'expression de la dimension francophone du Canada que pour l'établissement d'une base nouvelle de coopération internationale.

M. Mulroney a cité à cet égard la mise en place de nouveaux programmes canadiens de coopération dans le domaine des communications, de la langue et en particulier des banques de données et de la terminologie. Le Canada a mis de l'avant un nombre important de possibilités de coopération, utilisant ses compétences reconnues, au bénéfice de ses partenaires francophones.

Le premier ministre canadien s'est particulièrement réjoui du fait que le Sommet aura donné raison à ceux qui, comme lui, n'ont jamais douté de sa valeur et de sa nécessité.

La francophonie en ressort grandie, une nouvelle dynamique s'est instaurée entre ses chefs d'État et de gouvernement. Il nous incombe de la préserver et de rapprocher l'horizon où la francophonie aura atteint sa maturité : le Canada, quant à lui, s'y engage résolument.

Visite officielle consécutive au Sommet

Immédiatement après le Sommet de la francophonie à Paris, le premier ministre Brian Mulroney a effectué une visite officielle en France les 20 et 21 février.

Le chef du gouvernement du Canada a déposé une gerbe à l'Arc de Triomphe sur la tombe du soldat inconnu. Il a été ensuite reçu à déjeuner au palais de l'Élysée par le président Mitterrand avec lequel il s'est entretenu en tête-à-tête avant de rencontrer M. Laurent Fabius, à l'hôtel Matignon.

Une séance de travail élargie a réuni à Matignon plusieurs ministres canadiens et français aux côtés des deux chefs de gouvernement pour faire le point sur les échanges et les relations bilatérales. Le premier ministre Mulroney s'est aussi rendu à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris pour rencontrer plusieurs grands patrons français qu'il a engagés, au cours d'une allocution, à investir davantage au Canada.

Le premier ministre a également tenu, à cette occasion, à rassurer les industriels sur les conséquences d'une éventuelle libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis : « Les négociations que nous nous proposons d'engager ne sont dirigées contre personne », a-t-il dit.

À l'Académie française

L'Académie française a reçu, le 20 février, en la personne du premier ministre Mulroney,



Le premier ministre Brian Mulroney a signé, à l'Académie française, l'entente consacrant le « Grand Prix de la francophonie », et a participé pendant une dizaine de minutes à la séance hebdomadaire du dictionnaire.

son onzième « chef d'État » depuis sa fondation, en 1635, et a accueilli avec joie la décision du gouvernement canadien de fonder

un Prix international de la francophonie, doté d'une bourse de 400 000 \$, dont l'illustre assemblée est devenue le dépositaire.

M. Mulroney a été accueilli, dans la Salle du dictionnaire de l'Institut de France, par le secrétaire perpétuel de l'Académie, M. Maurice Druon, et en présence d'une trentaine de membres.

Comme c'est la coutume depuis la fondation de l'Institut, les Académiciens ont adopté un nouveau mot : FORESTERIE : « nom féminin (mot d'origine canadienne). Ensemble des disciplines et des méthodes relatives à la culture, la protection et l'exploitation de la forêt, et à l'administration de ses richesses ».

Le premier ministre Mulroney a aussi accepté de ses hôtes une médaille marquant le 350^e anniversaire de la fondation de l'Académie, ainsi qu'une magnifique reproduction de la Bible de Gutenberg offerte dans un luxueux coffret.

Dans son allocution, M. Mulroney a parlé des efforts incessants de la communauté francophone d'Amérique, « en butte à l'envahissement de l'anglais puisqu'elle vit à l'ombre de quelque 250 millions d'anglophones ».

Le premier ministre a déclaré que le Prix de la francophonie, financé par le Canada et tous les autres pays qui voudront y contribuer, devait couronner l'œuvre d'un écrivain francophone « qui illustrerait la langue française en contribuant à son enrichissement et à sa diffusion dans les domaines de l'informatique et de la science ».

À la conquête du marché américain

La compagnie Apex Machine Works, de Moncton (Nouveau-Brunswick), se prépare à exporter des portes et des châssis en acier aux États-Unis et, si l'on en croit sa performance commerciale au cours des vingt dernières années, elle risque fort de réussir.

En effet, depuis sa fondation en 1960, la firme Apex Machine Works a connu une croissance remarquable.

À ses débuts, il s'agissait d'un atelier de mécanique comptant trois employés.

Aujourd'hui, l'Apex Machine Works est une filiale de l'Apex Industries Ltd., une société à portefeuille qui offre toute une gamme de services aussi variés que la consultation en matière d'arpentage, l'aménagement des terres et la fabrication de portes d'acier et d'acier profilé léger.

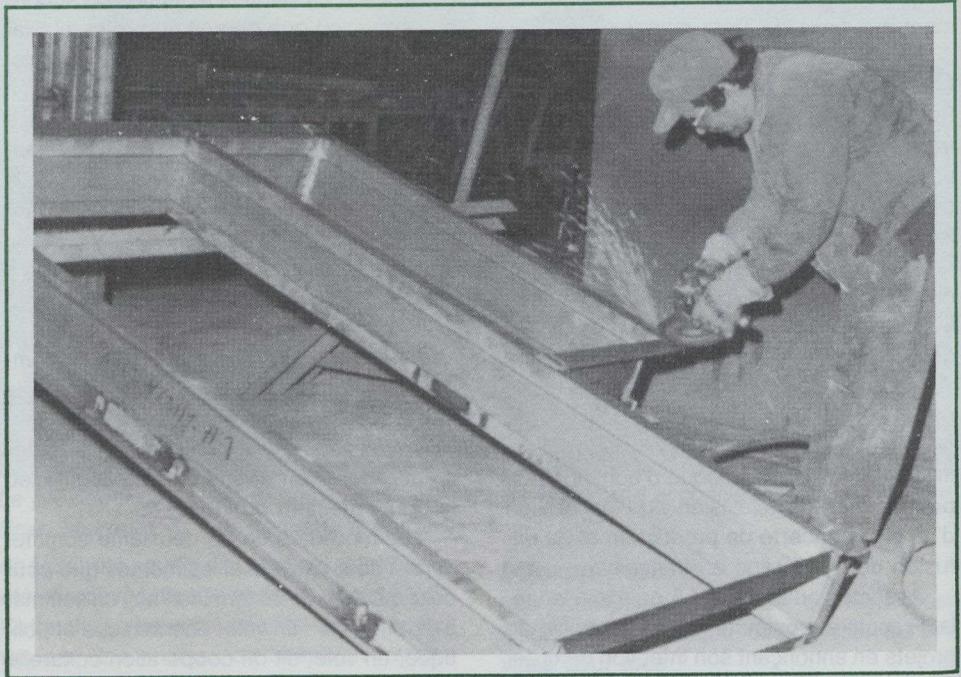
Les installations de Moncton comprennent l'atelier d'usinage et la division de la fabrication du métal. Équipées pour pouvoir assurer la plupart des types de fabrication et de production ainsi que les travaux spéciaux d'usinage, elles produisent en outre une sélection complète de quincaillerie de bâtiment et de portes d'entrée.

La compagnie a déjà fabriqué des traversiers, un réservoir à dépression en acier fait sur commande pour un projet de recherche universitaire, des trappes d'accès aux mines ainsi que des portes basculantes télescopiques en acier. Elle se spécialise toutefois dans la fabrication de portes, de portes d'incendie et de cadres de porte en acier. « Nos cadres soudés sont ce qu'il y a de mieux, souligne le vice-président et directeur général adjoint de l'Apex, M. Balsler. Tout ce que l'entrepreneur doit faire, c'est les installer. » Bon nombre d'hôpitaux, d'écoles et d'industries préfèrent les cadres Apex parce qu'ils permettent de réduire sensiblement les coûts de main-d'œuvre.

La société Apex a commencé à s'intéresser à l'exportation en vendant des bâtiments préfabriqués en acier pour radar à Trinité et des cloisons pour toilettes en Afrique, dans le cadre d'un programme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). C'est cependant avec ses portes et les châssis préfabriqués que la société espère faire son entrée sur le marché d'exportation américain, notamment en Nouvelle-Angleterre.

Au pays, l'accueil réservé aux produits Apex a été impressionnant. « Au cours des cinq dernières années, la production d'Apex Machine Works a augmenté de près de 100 % », fait remarquer M. Balsler.

Le vice-président de la compagnie attribue cet essor à des changements ayant



La compagnie Apex Machine Works est spécialisée dans la fabrication de portes, de cadres et d'autres produits de métal spécialement ouvrés.

eu lieu dans le personnel, à l'amélioration des techniques de fabrication et à l'installation d'un système de conception assistée par ordinateur (CAO). Même si le système n'est en service que depuis peu, M. Balsler mentionne qu'il répond déjà aux besoins des dessinateurs et devrait dépasser leur rythme de production dans peu de temps.

L'aptitude de l'entreprise à accroître sa capacité de production n'aurait pu survenir

à un moment plus opportun. Avec les plans qu'elle a élaborés pour faire une entrée massive sur le marché d'exportation, l'Apex devrait connaître une nouvelle période d'expansion et de développement. M. Balsler accorde une grande confiance au potentiel de l'entreprise, et il s'attend à ce que celle-ci croisse encore de moitié une fois établie sur le marché de la Nouvelle-Angleterre.

(Extrait de Commerce Canada.)

Réseau de transmission de données au Royaume-Uni

La filiale au Royaume-Uni de Northern Telecom Limitée vient d'obtenir un contrat de la Banque Barclays pour fournir un réseau de transmission de données qui desservira le bureau central et les succursales de Barclays au Royaume-Uni. Cette architecture ouverte suffira aux besoins de la banque jusqu'en 1990.

Barclays sera la première banque du Royaume-Uni à s'équiper du système de commutation par paquets SL-10 de Northern Telecom qui répond à une série de normes internationales de télécommunications.

Barclays a aussi l'intention de mettre en place le SNA dans l'ensemble de son réseau SL-10, pour ses systèmes à ordinateurs centraux d'IBM qui fournira les processeurs frontaux. British Telecom contribuera à ce réseau avec ses circuits numériques et ses modems.

Rappelons que, depuis 1976, Northern

Telecom est un chef de file mondial de la commutation par paquets. Le réseau de transmission de données SL-10 s'appuie sur un système de commutation par paquets utilisé mondialement dans une vaste gamme d'applications.

Cette multinationale est aussi le premier fournisseur de réseaux de commutation par paquets du marché européen. Ses systèmes sont en service en Allemagne, en Suisse, en Autriche, au Portugal ainsi qu'en Finlande. Le réseau public canadien, également basé sur la gamme SL-10, est en service depuis 1977.

Principal fournisseur mondial de systèmes de télécommunications intégralement numériques et important fournisseur de systèmes de télématique intégrés, Northern Telecom a des actions ordinaires cotées aux Bourses de Montréal, New York, Toronto, Vancouver et Londres.

Équipement forestier au salon FIME 86

L'Australie, à la fine pointe de la mise en valeur des forêts reboisées, présentera, du 14 au 17 avril, son plus important salon de l'exploitation forestière à Myrtleford, ville du nord-est de l'État de Victoria.

La Forest Industries Machinery Exposition (FIME 86) mettra en vedette toute la gamme de l'équipement pour l'exploitation forestière, allant de la plantation et de la récolte jusqu'au sciage et à la transformation.

C'est la première fois que le Canada participe à part entière à ce salon présenté tous les cinq ou six ans.

L'un des salons les plus courus dans le secteur, sa dernière édition, celle de 1980, avait attiré près de 200 sociétés qui ont exposé pour plus de 50 millions de dollars d'équipement.

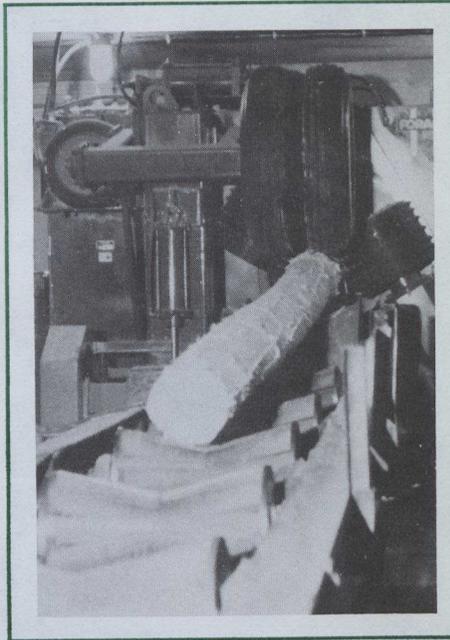
FIME se démarque des autres salons axés sur l'exploitation des produits forestiers par son secteur spécial où l'on peut mettre à l'essai l'équipement forestier dans des emplacements choisis.

L'équipement exposé comprend des systèmes de contrôle pneumatiques et électroniques, du matériel de scierie, des robotteuses, des tailleuses de moulures, en somme, tout l'équipement de travail du bois.

Selon nos délégués commerciaux, les fabricants canadiens d'équipement sont en bonne position pour s'imposer sur ce marché qui connaît actuellement une croissance phénoménale, en Australie, en Nouvelle-Zélande, et dans toute la région du Pacifique.

Les visiteurs qui se présenteront aux stands canadiens du Salon FIME 86 pourront observer la diversité et la qualité des produits de nos 19 fabricants participants :

- The Armstrong Monitoring Corporation – (dispositif de détection de gaz et de liquides dangereux);
- Brunette Machine Works Ltd. – (équipement de scierie, ébrancheuses, chariots, scies circulaires, écorceuses de bois);
- CAE Machinery Ltd. – (déchiqueteuses, chariots hydrauliques);
- Canadian Willamette Industries Inc. – (colle, peintures, produits abrasifs et de scellage);
- Cord King of Canada Inc. – (machines de traitement de bois de chauffage);
- Edem Steel Ltd. – (convoyeurs, séchoirs à bois, tronçonneuses, têtes abatteuses, équipement de scierie);
- Forano Inc. – (abatteuses, convoyeurs);
- Harricana Métal Inc. – (ébrancheuses, convoyeurs, grappins, chargeurs de billots);
- Kockums CanCar Inc. – (scies à ruban, chariots hydrauliques);
- Lloyd Controls Ltd. – (commandes in-



Les débusqueuses à haute vitesse fabriquées par la compagnie Forano Inc. font partie des machines d'exploitation forestière qui sont à la pointe de la technologie.

formatisées de machines, dispositifs d'entraînement);

- S. Madill Ltd. – (chargeuses de billots);
- Ontario Forestry Equipment and Services Export – (association de fabricants ontariens de matériel forestier);
- Patrick Equipment Ltd. – (chargeuses frontales, grappins);
- Pullmaster Winch Corporation – (treuils hydrauliques);
- Rotobec Inc. – (grappins et pinces mécanisées, chargeurs de billots);
- Talkie Tooter (Canada) Ltd. – (émetteurs et transmetteurs radiophoniques);
- H.A. Simons Ltd. – (experts-conseils en installation, conception, ingénierie);
- United Tire and Rubber Co. Limited – (pneus pour machinerie lourde);
- Windsor Machine Company Limited – (chaînes, barres et dents de scies mécaniques et accessoires);

C'est le 29 avril prochain que les lignes aériennes du Canadien-Pacifique doivent inaugurer des vols sans escale entre Vancouver et Shanghai, en République populaire de Chine. Selon la compagnie, cette liaison relève de l'accord bilatéral de transport aérien conclu entre la Chine et le Canada et sera la première du genre en Amérique du Nord. La compagnie peut également desservir Beijing et une autre ville de Chine qui n'a pas encore été choisie.

Station pour satellites

Trois pays viennent d'accorder des contrats d'une valeur globale de 13,4 millions de dollars à une société spécialisée en technologie de pointe d'Ottawa, dont l'équipement de recherche et de sauvetage a permis de déterminer avec précision l'emplacement de l'épave du *Boeing* d'Air India qui s'est écrasé au large de l'Irlande plus tôt cette année.

La Canadian Astronautics Ltd. construira une station terrestre pour satellites de recherche et de sauvetage pour le Brésil, et elle se chargera de l'entretien de quatre autres stations qu'utilise la NASA.

La station brésilienne, située entre São Paulo et Rio de Janeiro, sera la première dans l'hémisphère sud. À elle seule, elle couvrira facilement la moitié sud de l'Atlantique.

Selon le président de la société, M. Jim Taylor, ces nouveaux contrats portent à dix le nombre de stations terrestres installées un peu partout au monde par sa compagnie.

Les satellites de recherche et de sauvetage contribuent à sauver des vies humaines lors de catastrophes aériennes et navales en permettant de déterminer plus rapidement le lieu de l'accident, tout en réduisant les frais de l'opération par l'élimination de longues recherches coûteuses.

Fauteuil tout terrain



Gerhard Young, 24 ans, qui n'acceptait plus d'être confiné à son fauteuil roulant traditionnel, a lui-même conçu et fabriqué ce fauteuil tout terrain, qui lui permet désormais d'entreprendre différentes activités extérieures que son état de santé lui interdisait auparavant. Le fauteuil est mu par un moteur électrique alimenté par une génératrice au gaz.

Nos compagnies passent de la consommation à la conservation

À la fin des années 60, un groupe de chercheurs des Nations unies a remarqué que, tout en ne regroupant que 6 % de la population du globe, l'Amérique du Nord produisait plus de 60 % du total des déchets accumulés à l'échelle mondiale !

Les premiers travaux de recherche ont révélé qu'une bonne part de ces déchets pouvait constituer une importante richesse pour le monde et que leur mauvaise gestion était due au principe erroné voulant que l'Amérique du Nord soit une source intarissable de ressources naturelles renouvelables. On s'est aperçu que le bien-être économique et écologique des générations futures dépendait d'un accroissement immédiat de la récupération et du recyclage de ces précieux déchets. En effet, selon le groupe de chercheurs, le recyclage permettait la conservation immédiate des ressources naturelles et la réduction graduelle de la pollution.

Lorsque la crise du pétrole paralysa l'Amérique du Nord au début des années 70, l'industrie elle-même découvrit que les avantages du recyclage des déchets étaient évidents. C'est un peu comme si les déchets contenaient une énergie dont l'utilisation permettrait de réaliser d'importantes économies et de créer de nouvelles sources d'énergie.

La réaction de l'industrie

Aujourd'hui, près de vingt ans plus tard, nombre d'importants manufacturiers canadiens ont investi des sommes considérables dans le recyclage. Les grandes entreprises du secteur de l'alimentation réalisent maintenant des centaines de milliers de dollars d'économies, grâce à la récupération des emballages de carton; l'industrie automobile récupère et vend pour des millions de dollars de ferraille chaque année; les éditeurs et les imprimeurs récupèrent des centaines de milliers de tonnes de papier et d'encre; les entreprises du domaine de l'informatique récupèrent de grandes quantités de métaux précieux, à l'étape de la production et ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres.

Les entreprises canadiennes du secteur primaire utilisent de plus en plus des matériaux secondaires à la place de produits à l'état brut. Ainsi, la plus importante de nos industries, celle des pâtes et papiers, a augmenté sa consommation de papier recyclable de plus de 40 % depuis 1977.

En 1982, les quarante-trois usines canadiennes de papier et de carton qui s'approvisionnent en tout ou en partie en papier recyclable en ont utilisé 1,115 million de tonnes. Près des deux tiers de cette quan-



De nombreuses compagnies canadiennes font une utilisation de plus en plus considérable de produits recyclés.

tité provenait de l'extérieur du pays, notamment des États-Unis.

Les aciéries canadiennes utilisent annuellement plus de quatre millions de tonnes de ferraille pour fabriquer douze millions de tonnes de produits en fer et en acier.

L'industrie pétrolière a investi plus de 50 millions de dollars, au cours de la dernière décennie, pour se doter de réseaux et d'équipement de récupération et de recyclage des divers types d'huiles destinées aux moteurs et à l'industrie.

L'industrie du recyclage connaît un essor remarquable au Canada. Ses revenus annuels sont de l'ordre de 50 milliards de dollars en Amérique du Nord et, selon certains observateurs, elle pourrait connaître une croissance de 1 000 % au cours des vingt prochaines années. On estime que, d'ici l'an 2000, elle pourrait devenir le miroir économique de l'industrie actuelle.

Renseignements disponibles

Il existe plusieurs sources de renseignements sur l'industrie canadienne du recyclage. L'une des plus importantes est le « Material Recycling Information Service » créé par le magazine « Recoup ». Ce service offre des renseignements sur les possibilités existant en matière de recyclage en Amérique du Nord.

Le magazine « Recoup » est un magazine trimestriel consacré au développement de l'industrie du recyclage en Amérique du Nord. Il présente également des articles détaillés sur les progrès réalisés à l'échelle internationale, sur le potentiel en matière d'importation et d'exportation, sur les nouveaux produits et procédés, sur les congrès internationaux portant sur le recyclage, et sur bien d'autres sujets pertinents.

Le « Materials Recycling Markets (MRM) » est un bulletin mensuel comportant la seule liste des prix (de la ferraille, des déchets non métalliques et des déchets en papier) en vigueur dans les diverses régions du pays. Il permet également aux entreprises de recyclage d'offrir leurs services et de diffuser des nouvelles concernant ce secteur de l'industrie.

Le « Canadian Recyclers Directory » est un répertoire annuel des entreprises de recyclage classées selon les déchets traités, accompagné d'articles et de références. Il renferme une liste de matériel de recyclage ainsi qu'une liste des ministères et des lois dont relève le recyclage. On y trouve aussi de la publicité pour les nouveaux produits obtenus après recyclage ou pour d'autres produits qui pourraient intéresser les entreprises de ce secteur.

(Article tiré de Commerce Canada.)

Le Musée des beaux-arts de Montréal : la petite histoire d'un grand musée

Le Musée des beaux-arts de Montréal, avec ses colonnes à l'antique et son escalier monumental, semble faire partie depuis toujours du décor urbain de la rue Sherbrooke, si bien qu'on oublie qu'il est plus ancien que son site et qu'il fut un temps où il portait un autre nom (Art Association of Montreal), et n'avait pas même de collection permanente.

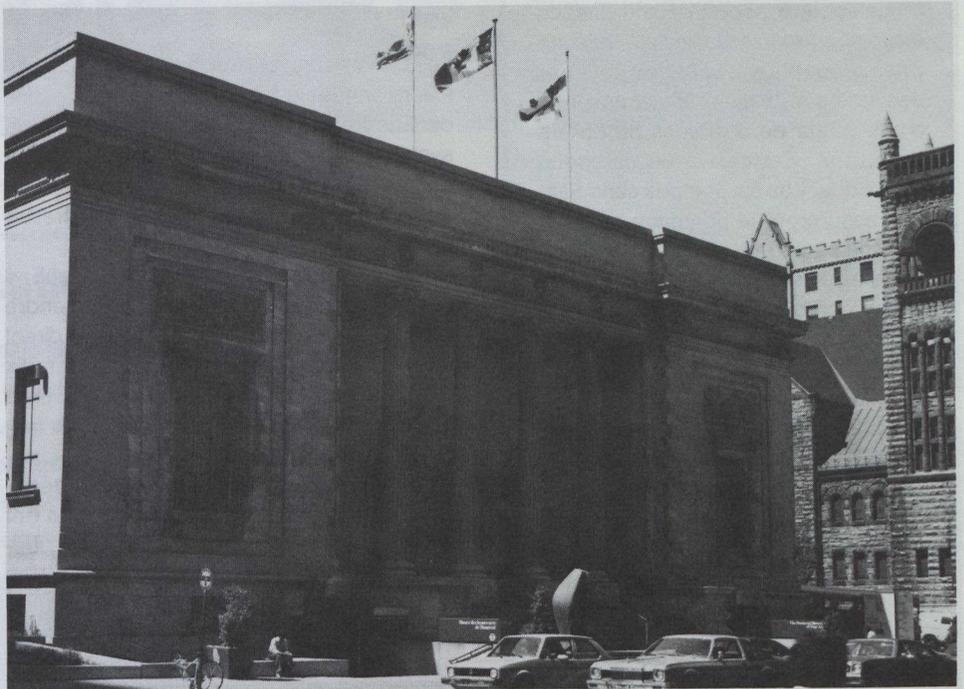
L'Art Association of Montreal, fondée le 23 avril 1860, s'était donné pour but d'encourager les beaux-arts et de doter la ville d'un centre d'exposition permanent et d'une première école d'arts. Il semble bien que ce noyau, regroupant artistes et hommes d'affaires et d'église, ait été l'un des premiers du genre en Amérique du Nord, précédant de quelques années des mouvements similaires qui devaient mener à la création du Metropolitan Museum de New York (1869) et du Boston Museum of Fine Arts (1870). Cependant, pendant près de dix-neuf ans, l'Art Association, ne disposant pas de locaux permanents, dut se contenter d'organiser des expositions temporaires et d'occasionnels cours de dessin et conférences.

Il fallut attendre le legs d'un marchand montréalais, M. Benaiah Gibb, et une souscription publique pour que soit enfin ouverte, en 1879, une première galerie permanente, installée dans un édifice du Square Philips (aujourd'hui démoli).

Ce lieu permanent d'expositions allait avoir un effet d'entraînement remarquable sur les amateurs d'art, de plus en plus désireux de devenir collectionneurs et de plus en plus disposés à laisser en partage une partie de leurs collections à l'Association.

C'est ainsi que nombre d'œuvres très importantes de collections particulières réunies à Montréal entre 1890 et 1920 appartiennent aujourd'hui au patrimoine artistique de notre ville. Le musée a d'ailleurs préparé cette année une exposition ayant pour titre *Le Goût montréalais* afin d'évoquer ces premiers collectionneurs qui avaient pour noms Van Horne, Drummond, Angus, Learmont, Strathcona... On a même retrouvé, avec Morrice, le nom d'une famille de collectionneurs qui a offert au musée un appui constant pendant plus de cent ans.

Les dons qui enrichissent un musée et une collectivité créent, hélas, en contrepartie, d'inévitables problèmes d'espace. C'est ainsi qu'en 1912, le siège de l'Art Association quittait le centre-ville pour un nouvel édifice construit rue Sherbrooke. Depuis, ce bâtiment a été agrandi deux fois, soit en 1937 et en 1973. Et, lors de sa 125^e année en 1985, le musée n'a pu exposer qu'une faible partie de ses collec-



Le Musée des beaux-arts de Montréal.

tions, faute de salles. À l'origine, les collections de l'Art Association comportaient presque exclusivement des peintures, mais, grâce à F. Cleveland Morgan, membre du conseil d'administration et lui-même collectionneur, le musée ouvrait une importante section consacrée aux arts décoratifs, section que devait bientôt enrichir les dons des demoiselles Hosmer et Molson, de David W. Parker (dentelles anciennes), de Harry A. Norton (verre ancien) ainsi que la grande collection de Kogos (boîtes à encens japonaises), don de la famille Simard.

Il est d'usage, en anglais, de distinguer une « gallery », édifice consacré à l'exposition de tableaux, d'un « museum », lieu consacré à la présentation de collections d'œuvres d'art plus diversifiées. C'est pour cette raison qu'en 1949, la « gallery » de l'Art Association a été nommée The Montreal Museum of Fine Arts et, en 1960, le Musée des beaux-arts de Montréal. Ces baptêmes successifs marquent également, dans l'histoire du musée, une étape importante : d'organisme privé, le musée devenait une corporation à but non lucratif, de plus en plus ouverte à la collectivité, appuyée financièrement par les gouvernements. Et, à peu près au même moment, cette institution se dotait peu à peu d'un personnel professionnel qui regroupe aujourd'hui, de nombreux employés, dont des bénévoles, des spécialistes de la conservation, de la restauration, des archives, de l'éducation, des communications et des relations publiques.

Les pionniers de l'Art Association ne reconnaîtraient sans doute pas ce musée où les artistes contemporains côtoient les maîtres du passé et où le cinéma, la bande dessinée et le vidéo trouvent leur place. Ils seraient sans doute étonnés d'apprendre qu'au musée, on offre des services de diffusion d'expositions itinérantes à travers tout le pays, parfois même à l'étranger. Pourtant, si la manière de faire a pu changer, le dynamisme créatif reste le même. Et, 126 ans après sa fondation, le musée est si bien intégré à l'histoire et à la vie montréalaises, qu'on a rebaptisé « avenue du Musée » la rue qui lui est adjacente.

Une rétrospective des œuvres du peintre canadien post-impressionniste James Wilson Morrice a été présentée au musée, au début de cette année et l'une de ces œuvres, *La vieille maison Holton de Montréal* (vers 1908), a fait l'objet d'un timbre émis par la Société canadienne des postes en novembre dernier. Il s'agit d'une propriété acquise par le musée en 1910 et située à l'emplacement de l'actuel musée.

Le Festival d'Amiens en France a présenté plusieurs films québécois dont *Justice blanche*, déjà présenté en primeur au festival international du film de l'Abitibi-Témiscamingue. Il s'agit du premier film de la journaliste Françoise Wera, un documentaire sur les Amérindiens et les Inuit face à la justice des Blancs.

Affaires express

La société Ingersoll-Rand Canada Inc. a négocié avec la société italienne Snamprogetti un contrat portant sur des pompes, valves et accessoires d'une valeur de 8 millions de dollars canadiens, destinés à un carבודuc soviétique. Les six pompes canadiennes assureront le pompage dans un pipeline souterrain et transporteront la bouillie de charbon sur 256 km, de la région charbonnière de Belovo (dans l'ouest de la Sibérie) jusqu'à une centrale située à Novosibirsk. Les livraisons devraient débuter avant la fin de 1986 et se terminer au début de 1987.

Cansulex Ltd. de Vancouver s'est engagé à fournir à Soyuzpromexport, organisation soviétique de commerce extérieur, jusqu'à 830 000 t de soufre, dont 480 000 t devraient être expédiées au cours des six premiers mois de l'année. Cette exportation représente une augmentation considérable par rapport à 1985. (Selon Statistique Canada, 232 000 t de soufre ont été expédiées au cours des onze premiers mois de l'an dernier.) Les ventes totales de soufre à l'URSS dépasseront largement la valeur de 100 millions de dollars canadiens en 1986.

Les Croisières Matawinie, de Saint-Michel-des-Saints (Québec), ont adjugé un contrat de 300 000 \$ à la division bateaux de Technomarine, de Lanoraie. Ce contrat a trait à la construction d'un bateau en aluminium de 15 m, d'une capacité de 70 passagers, pour le transport de voyageurs sur le lac Taureau. Le bâtiment sera chauffé pour les temps frais d'automne. La construction du bateau fait partie d'un projet global de 750 000 \$ des Croisières Matawinie, projet qui comprend notamment la construction d'un pavillon d'accueil à Saint-Michel et l'aménagement de quais d'accostage sur les îles du lac Taureau.

La compagnie CAE Électronique Limitée de Montréal, une filiale en propriété exclusive de CAE Industries Ltd. de Toronto, vient d'obtenir un contrat de 8 millions de dollars américains. Celui-ci porte sur la mise au point et la construction d'un système de gestion de l'énergie destiné à la société Public Service Electric and Gas du New Jersey, la troisième plus importante société de services publics combinés aux États-Unis.

Fruit de dix ans de recherche

Les chercheurs, qui s'acharnent depuis plusieurs années à percer la cause de l'ataxie de Friedreich, une maladie héréditaire du système nerveux, viennent de franchir une nouvelle étape. Ils expérimentent un traitement clinique qui devrait permettre de freiner l'évolution de la maladie.

« Le protocole de traitement clinique, à l'essai depuis une semaine pour s'étendre sur une période d'un an, s'avère le fruit direct des recherches menées au cours des dix dernières années », a précisé le Dr Serge Melançon du département de génétique médicale à l'hôpital Sainte-Justine.

Durant ces années, plus de 150 médecins du Québec et de sept autres pays ont participé aux travaux de la coopérative québécoise d'études sur l'ataxie de Friedreich sous la présidence du Dr André Barbeau de l'Institut de recherches cliniques de Montréal. Le Dr Barbeau et son équipe ont ainsi réussi à identifier les principaux facteurs de la maladie héréditaire et récessive, c'est-à-dire qu'elle peut sauter une ou plusieurs générations mais atteindre plusieurs enfants d'une même famille.

Les recherches ont également permis de dénombrer au moins sept formes différentes d'ataxies héréditaires, ayant toutes une cause biochimique sans doute légèrement distincte. L'ataxie de Friedreich affecte environ 5 000 Canadiens. Elle atteint des jeunes de 7 à 15 ans. Les premiers symptômes (troubles d'équilibre et d'élocution) progressent pour raver les sujets atteints à un fauteuil roulant dès l'âge de 19 ans. D'autres problèmes de santé (affections cardiaques, diabète) surviennent et l'espérance de vie dépasse rarement la fin de la trentaine.

« Nous croyons que l'ensemble des symptômes de l'ataxie de Friedreich s'explique par une dépendance vitaminique. Nous essayons donc de freiner la vitesse de progression de la maladie », explique le Dr Melançon.

Une quarantaine d'adolescents et d'adultes âgés de 12 à 27 ans suivent le traitement expérimental qui comporte essentiellement l'administration de deux vitamines (leur nom reste un secret bien gardé) : la carence chez un enfant de la première vitamine employée provoque une maladie analogue à l'ataxie; la seconde vitamine stimule partiellement une réaction enzymatique, déficiente chez les victimes de l'ataxie.

Les médecins procéderont à une évaluation neuro-musculaire et biochimique périodique des sujets ainsi traités afin de vérifier s'il en résulte une amélioration notable

Écrivez-nous !

Si vous souhaitez obtenir l'adresse d'une société ou d'un organisme dont le nom est mentionné dans *Reportage Canada*, veuillez remplir ce formulaire et le retourner à l'adresse indiquée dans la case ci-dessous.

Article paru dans *Reportage Canada* :

Vol. _____, n° _____, p. _____

Nom de la société ou de l'organisme :

.....

Nom et adresse de l'expéditeur :

.....

.....

.....

de leur état. Le Dr Melançon dirige cet essai clinique de concert avec le Dr Pierre Marois, psychiatre à l'hôpital Marie-Enfant. Le Dr André Barbeau supervise l'expérience tout en poursuivant les recherches axées sur la localisation du gène de la maladie.

Le prix Thérèse Casgrain

On ne peut dissocier les progrès énormes accomplis dans ce combat pour vaincre cette maladie du président-fondateur de l'Association canadienne de l'ataxie de Friedreich, M. Claude Saint-Jean. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social lui décernait récemment, de même qu'à M. Claude Brunet — président-fondateur du Comité provincial des malades — le prix Thérèse-Casgrain.

Ce prix annuel, attribué depuis 1983 pour perpétuer la mémoire de cette grande dame, souligne officiellement la contribution de Canadiens à l'avancement d'une cause sociale et au mieux-être de leurs concitoyens.

Reportage Canada est publié par la Direction des services d'information à l'étranger, Ministère des Affaires extérieures, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0G2.

Télex : 053-3745.

Rédactrice en chef : Annie Taillefer.

Les observations ou suggestions des lecteurs sont bienvenues. Prière d'indiquer la source d'information pour tout article ou extrait d'article reproduit.

This publication is also available in English under the title Canada Reports.

Canada